

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | Bourgogne Franche-Comté

Des chiffres en forte corrélation avec l'actualité

Nous traversons actuellement une période fortement mouvementée. Force est de constater que les exercices précédents ne furent pas non plus un long fleuve tranquille. Ainsi ces dernières années, les motifs de tourments ont été multiples, crises sociales graves, pandémie mondiale, guerre en cours d'une grande ampleur entre deux pays majeurs à l'intérieur de l'Europe, bouleversements politiques intérieurs... Au moment où sont rédigées ces lignes, on peut considérer que les impacts négatifs sur l'activité de notre économie des événements listés ci-avant sont malheureusement toujours effectifs. On pourrait estimer que cela est déjà beaucoup, et pourtant, nous devons désormais subir un conflit armé de plus. Celui-ci est de très forte intensité et s'il se déroule sur une zone géographique loin de notre territoire, cette zone est hautement stratégique pour l'économie mondiale. Ainsi les répercussions négatives de cette nouvelle crise s'imposent aussi en Bourgogne Franche-Comté.

Face à ces différents constats, est-il possible de juger l'activité de la construction en région Bourgogne Franche-Comté sans une certaine appréhension ? En matière de construction neuve, les tendances sont positives et supérieures aux moyennes nationales même si les niveaux actuels restent faible au regard des années passées.

Dans le secteur du bâtiment résidentiel, les mises en chantier montrent un léger redressement, sans toutefois retrouver les niveaux observés par le passé. Cette reprise reste modérée et inégale selon les territoires. Parallèlement, le marché de la commercialisation des logements neufs demeure fortement dégradé, avec une baisse des mises en vente et des réservations, une hausse des annulations et un allongement des délais d'écoulement.

Dans le secteur non résidentiel, la situation apparaît également contrastée. Si les surfaces mises en chantier enregistrent une légère progression, les autorisations de construire sont en net recul, révélant un manque de visibilité et un décalage persistant entre les projets validés et leur concrétisation. Certains segments, comme les bâtiments agricoles, se montrent néanmoins plus dynamiques, tandis que le secteur privé non agricole reste en retrait. L'activité des travaux publics reste marquée par un climat d'incertitude, reflété par des indicateurs d'opinion encore fragiles. Cette situation se retrouve dans la production de matériaux, avec une baisse notable des volumes de béton prêt à l'emploi et de granulats sur l'ensemble de l'année 2025, traduisant un ralentissement global de l'activité. Sur le plan de l'emploi, le secteur de la construction enregistre un recul significatif, tant pour les effectifs salariés que pour l'intérim, confirmant les difficultés rencontrées par les entreprises. Cette tendance est généralisée à l'ensemble des départements de la région.

Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi dans la construction diminue légèrement, à contre-courant de l'évolution observée tous secteurs confondus, ce qui contribue à maintenir une part relativement stable du secteur dans le marché du travail régional. Enfin, on observe une dynamique en matière de créations d'entreprises, mais cette dynamique repose essentiellement sur les micro-entreprises. Dans le même temps, les défaillances sont toujours plus nombreuses ce qui est un signe supplémentaire de difficulté pour le secteur. Dans l'ensemble, la filière construction régionale traverse une phase de transition, caractérisée par une activité encore contrainte, une demande en retrait et une visibilité limitée pour les acteurs...

LES INDICATEURS AU SOMMAIRE :

BÂTIMENT

Bâtiment résidentiel

Construction neuve

Commercialisation Prêts à taux
zéro

Bâtiment non résidentiel

TRAVAUX PUBLICS

Activité récente et prévisions

Carnets de commandes

Contraintes de production

MATÉRIAUX

BPE, Ciments, Granulats

APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire

Demandes d'emploi

Créations et défaillances

d'entreprises

CERC BFC

19 avenue Françoise Giroud

21 000 DIJON

06 25 12 46 77

contact@cercbfc.fr

Notre site : cerc-bfc.fr

Le site du GIE Réseau des CERC

Les 5 tendances clés du mois...

-1,2%

Emploi salariés dans la
Construction (p.15)

+12,2%

Mises en chantier de
logements (p.4)

-7,3%

Production de granulats
(p.14)

-5,2%

ETP en intérim dans la
Construction (p.15)

+3,3%

Surface de locaux mis en
chantier (p.10)

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

| | Bourgogne-Franche-Comté | | France | |
|---|-------------------------|----------------------------|-------------|-----------------------------|
| Bâtiment résidentiel - construction neuve | | | | |
| Logements mis en chantier <small>Situation à fin février 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)</small> | +12,2% ▲ | 7 700 lgts | +9,9% ▲ | 287 300 lgts |
| Logements autorisés <small>Situation à fin février 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)</small> | +28,3% ▲ | 10 200 lgts | +19,3% ▲ | 387 400 lgts |
| Bâtiment résidentiel - commercialisation | | | | |
| Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.) <small>Au 4^e trimestre 2025 (évol 1 an)</small> | -24,9% ▼ | 263 lgts | -12,1% ▼ | 16 255 lgts |
| Encours de logements (indiv + coll.) <small>A la fin du 4^e trimestre 2025 (évol 1 an)</small> | -19,4% ▼ | 2 002 lgts | +3,4% ▲ | 122 750 lgts |
| Prix des logements collectifs <small>Au 4^e trimestre 2025 (évol 1 an)</small> | -1,8% ▼ | 3 631 €/m ² | +4,1% ▲ | 4 949 €/m ² |
| Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro | | | | |
| Travaux liés à l'éco-PTZ <small>De janvier à la fin du 3^e trimestre 2025 (évol 1 an), en M€</small> | +20,6% ▲ | 127,42 M€ | +22,5% ▲ | 1 874,15 M€ |
| Bâtiment non résidentiel - construction neuve | | | | |
| Surface de locaux mis en chantier <small>Situation à fin février 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)</small> | +3,3% ▲ | 838 mill. m ² | +5,4% ▲ | 20 689 mill. m ² |
| Surface de locaux autorisés <small>Situation à fin février 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)</small> | -18,5% ▼ | 1 356 mill. m ² | -2,8% ▼ | 37 279 mill. m ² |
| Travaux publics | | | | |
| Activité récente* <small>Au 4^e trimestre 2025 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)</small> | ▲ = +9 -12 | | ▼ | +0 |
| Prévisions d'activité* <small>Pour le 1^{er} trimestre 2026 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)</small> | ▼ ▼ -73 -44 | | ▼ | -47 |
| Carnets de commandes* <small>Au 4^e trimestre 2025 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois</small> | = ▲ 4,9 4,5 | | -0,3 mois ▼ | 7,1 mois |
| Matériaux | | | | |
| Production BPE <small>Production de BPE en 2025 (évol 1 an), en m3</small> | -6,4% ▼ | 1 196 574 m3 | -3,7% ▼ | 32 261 758 m3 |
| Production Granulats <small>Production de Granulats en 2025 (évol 1 an), en milliers de tonnes</small> | -7,3% ▼ | 17 811 kt | -2,4% ▼ | 268 501 kt |
| Appareil de production | | | | |
| Emplois salariés dans la construction <small>A la fin du 4^e trimestre 2025 (évol 1 an)</small> | -1,2% ▼ | 54 207 sal. | -1,2% ▼ | 1 592 789 sal. |
| Intérimaires Construction <small>Moyenne 3 mois à fin Déc. 2025 (évol 1 an)</small> | -5,2% ▼ | 3 880 ETP | -2,6% ▼ | 126 115 ETP |
| Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A) <small>Au 4^e trimestre 2025 (évol 1 an)</small> | -2,9% ▼ | 6 930 DEFM | -2,5% ▼ | 210 698 DEFM |

*Indicateurs régionaux correspondant respectivement aux régions Bourgogne et Franche-Comté

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

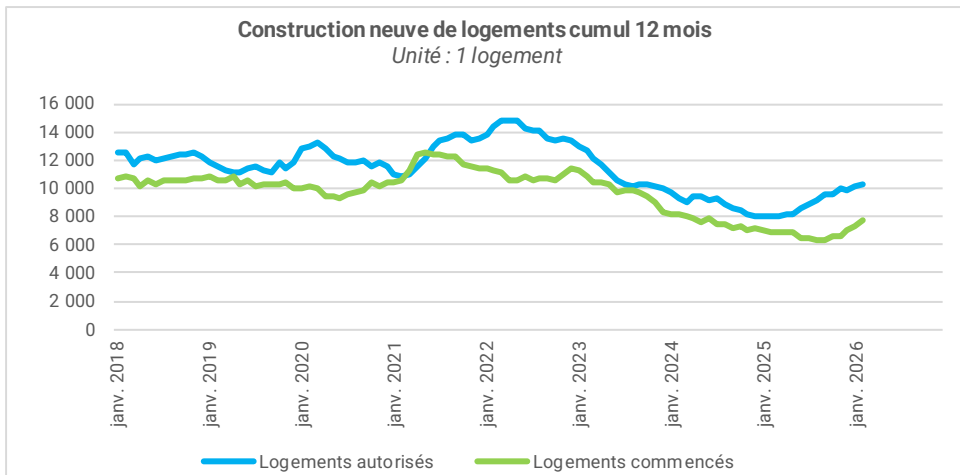
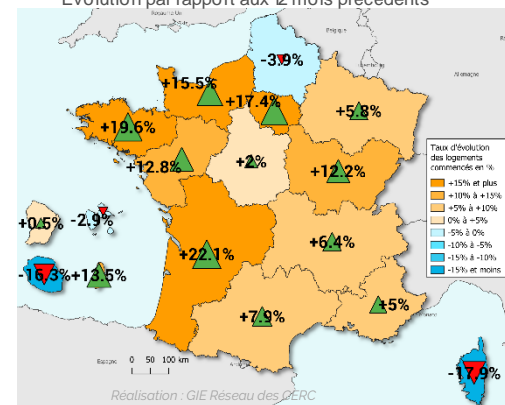
| La construction neuve de logements (date réelle estimée) | Cumul 12 mois à fin février 2026 Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Total logements commencés | 7 700 lgts | +12,2% | ▲ |
| Dont individuels purs | 2 400 lgts | +6,5% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 1 200 lgts | +22,3% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 4 100 lgts | +13,1% | ▲ |
| Total logements autorisés | 10 200 lgts | +28,3% | ▲ |
| Dont individuels purs | 3 400 lgts | +18,1% | ▲ |
| Dont individuels groupés | 1 600 lgts | +11,5% | ▲ |
| Dont collectifs (y compris résidences) | 5 200 lgts | +43,0% | ▲ |

+12,2% ▲

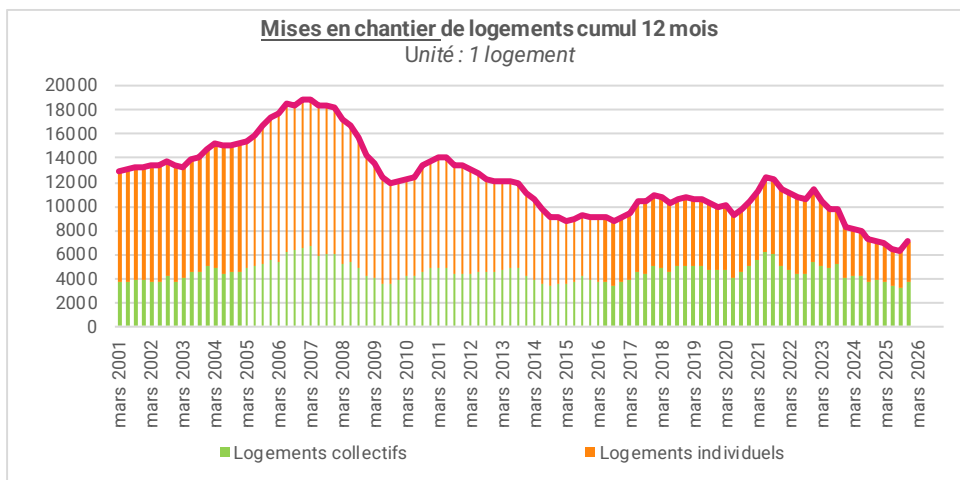
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

7 700 lgts

Logements commencés sur 12 mois à fin février 2026
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.



+28,3% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

10 200 lgts

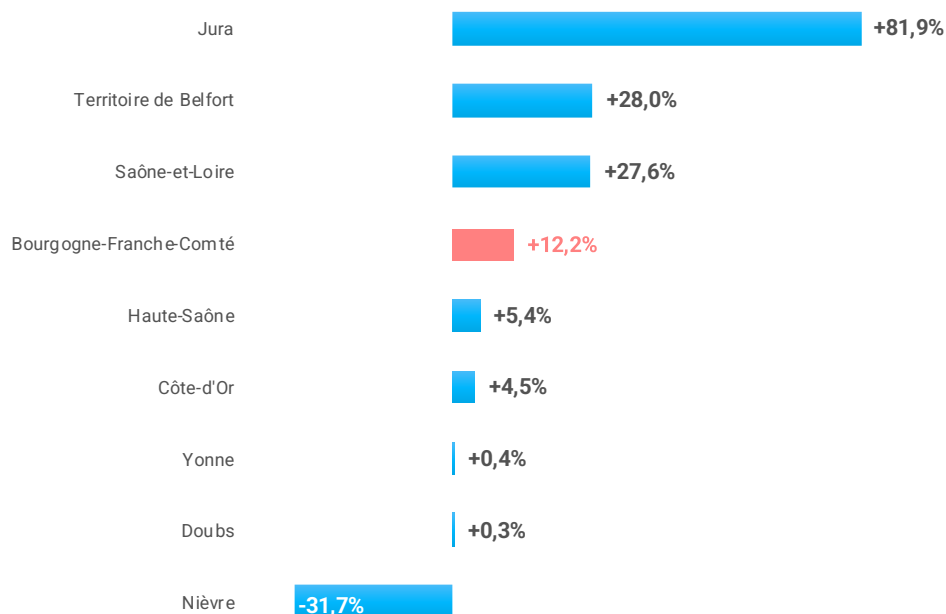
Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin février 2026

La chute vertigineuse des mises en chantier semble s'inverser mais les volumes, même à la hausse, sont observés largement en dessous de ce que l'on pu dénombrer par le passé. Tendre vers les 8 000 logements mis en chantier, nous laisse cependant dans une certaine nostalgie du passé. Ainsi en 2007, la barre des 18 000 logements mis en chantier était largement franchie. Fin mars 2026, la part des logements collectifs reste supérieure à celle des logements individuels.

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

Les mises en chantier de logements dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin février 2026

Unité : % d'évolution à 1 an



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin février 2026

En matière des mises en chantier de logements, on observera des dynamiques différentes selon les territoires. Le Jura est particulièrement performant avec une progression de 81,9 %.

La chute de la Nièvre est à relativiser car les mises en chantiers dans ce département sont en volume limité. Peu de mises en chantier en moins peuvent faire évoluer les pourcentages fortement. Lors du trimestre précédent, c'est dans la Nièvre que l'on observait la plus forte progression (les motifs qui expliquent les fortes variations à la baisse peuvent aussi les justifier à la hausse...).

On pourra constater qu'à l'exception de la Nièvre (voir potentielles explications ci-dessus), les 7 autres départements de la région voient leurs mises chantier progresser même si pour certains les progressions sont minimes.

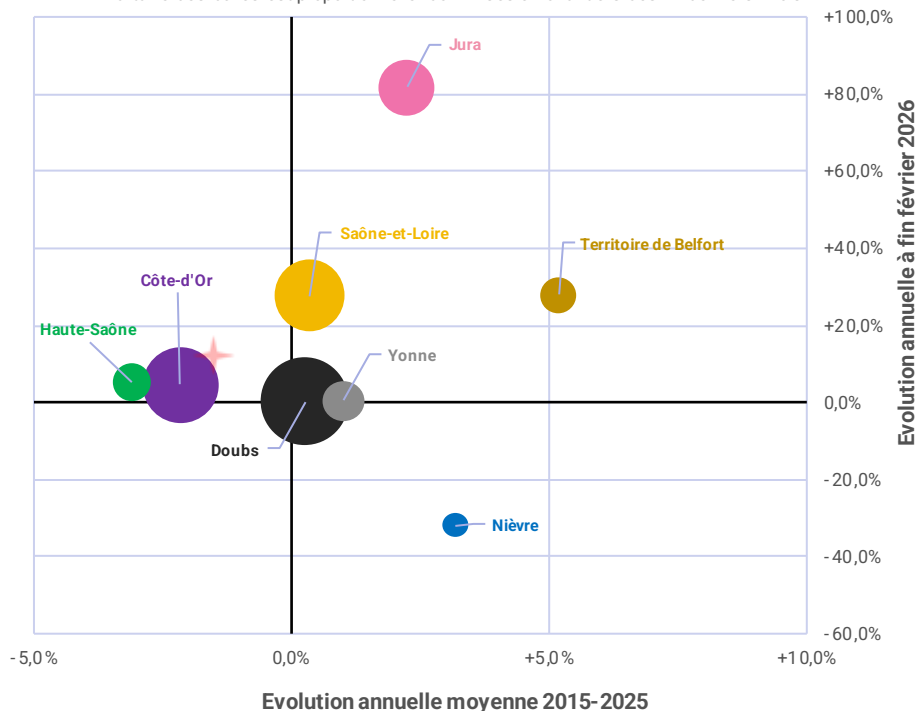
Le Territoire de Belfort reste le département qui, dans le temps, progresse le mieux en matière de mise en chantier de logement.

C'est dans le Doubs qu'actuellement on dénombre le plus grand volume de mise en chantier.

Les mises en chantier de logements Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2013-2023

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

| La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-----------|---|
| Commercialisation au cours du trimestre | | | |
| Mises en vente ⁽¹⁾ | 219 lgts | -0,5% | = |
| Réservations ⁽²⁾ | 237 lgts | -26,2% | ▼ |
| Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre) | 1 767 lgts | -20,6% | ▼ |
| Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾ | 24,9 mois | +1,5 mois | ▲ |
| Prix des logements collectifs | 3 631 €/m ² | -1,8% | ▼ |
| Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres | | | |
| Mises en vente | 887 lgts | -13,5% | ▼ |
| Réservations | 1 000 lgts | -12,3% | ▼ |
| Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾ | 97 lgts | -20,5% | ▼ |

-12,3% ▼

EN 1 AN
RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS
CUMUL 4 TRIM AU 4^e TRIM. 2025 (évo 1an)

1 000 lgts

Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

Le ralentissement de la commercialisation des logements collectifs au 4^e trimestre 2025 est significatif. Les mises en vente restent globalement stables sur le trimestre (-0,5 %), mais s'inscrivent en recul marqué sur un an (-13,5 %), traduisant une prudence persistante des opérateurs. La contraction est encore plus prononcée du côté de la demande, avec des réservations en forte baisse (-26,2 % sur le trimestre et -12,3 % sur un an). Le marché apparaît donc moins fluide, avec une absorption plus lente de l'offre disponible. Par ailleurs, la baisse des prix (-1,8 %) confirme un ajustement progressif des valeurs dans un contexte de demande contrainte. Enfin, si le niveau élevé d'annulations recule (-20,5 % sur un an), cet indicateur est à mettre en parallèle à l'amincissement du marché. Dans l'ensemble, ces indicateurs traduisent un marché sous tension, caractérisé par un déséquilibre entre offre et demande et une visibilité réduite pour les acteurs.

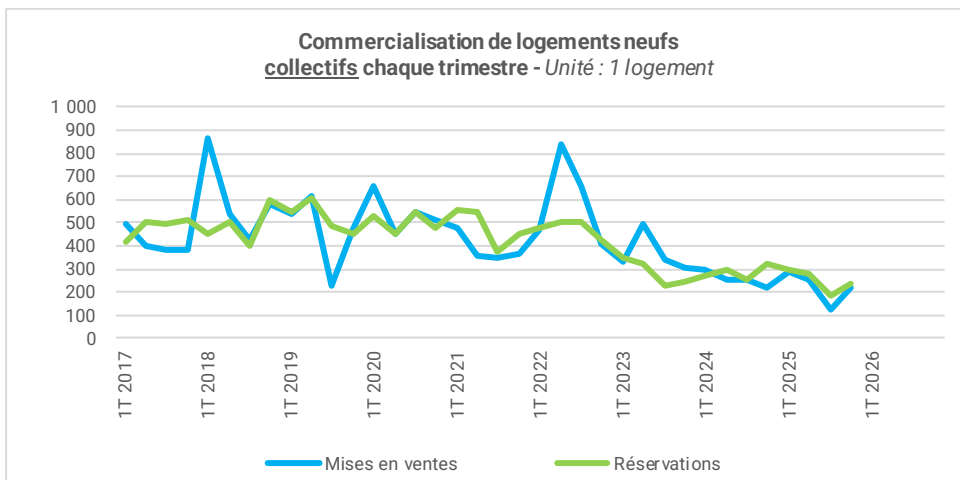
(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

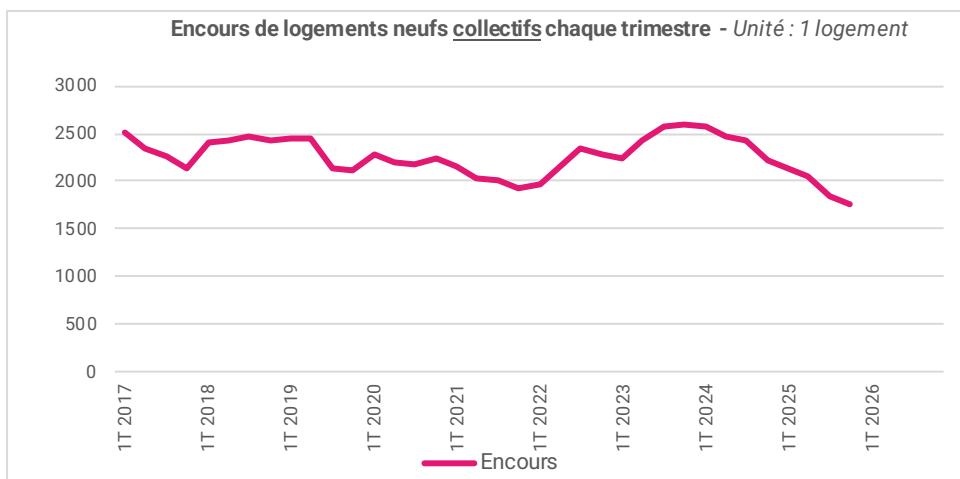
(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers



BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

| La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-----------|---|
| Commercialisation au cours du trimestre | | | |
| Mises en vente ⁽¹⁾ | 17 lgts | -5,6% | ▼ |
| Réservations ⁽²⁾ | 26 lgts | -10,3% | ▼ |
| Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre) | 235 lgts | -9,6% | ▼ |
| Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾ | 33,6 mois | -3,6 mois | ▼ |
| Prix des logements individuels | 214 843 €/lot | -2,1% | ▼ |
| Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres | | | |
| Mises en vente | 113 lgts | -17,5% | ▼ |
| Réservations | 107 lgts | +50,7% | ▲ |
| Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾ | 20 lgts | +66,7% | ▲ |

+50,7% ▲

EN 1 AN

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 4^e TRIM. 2025 (évo 1an)

107 lgts

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Au 4^e trimestre 2025, la commercialisation de logements neufs pour les particuliers montre un net ralentissement global. Les mises en vente reculent de 5,6 %, traduisant une offre plus limitée sur le marché.

Dans le même temps, les réservations chutent davantage (-10,3 %), signe d'une demande en retrait. Le stock disponible diminue également (-9,6 %), ce qui peut refléter à la fois une baisse de l'offre et des ajustements du marché. Le délai d'écoulement s'améliore légèrement, passant à 33,6 mois, soit 3,6 mois de moins sur un an.

Les prix des logements enregistrent une légère baisse de 2,1 %, confirmant une pression à la baisse. Sur les quatre derniers trimestres, la tendance est encore plus marquée avec une forte baisse des mises en vente (-17,5 %). En revanche, les réservations progressent sur cette période (+50,7 %), malgré une hausse importante des annulations (+66,7 %), traduisant une instabilité persistante du marché.

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

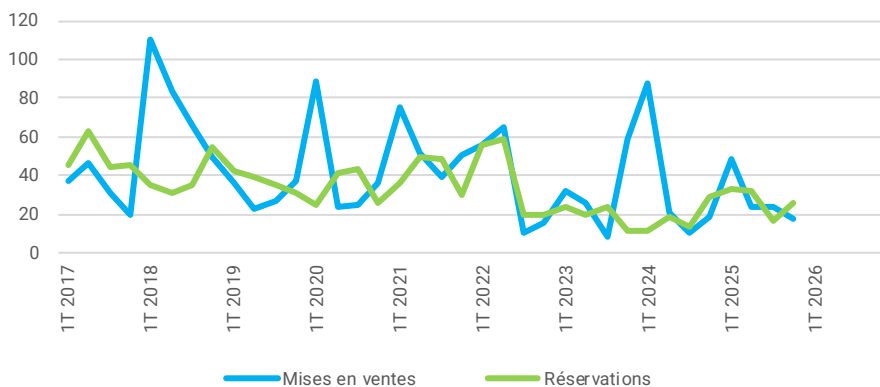
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

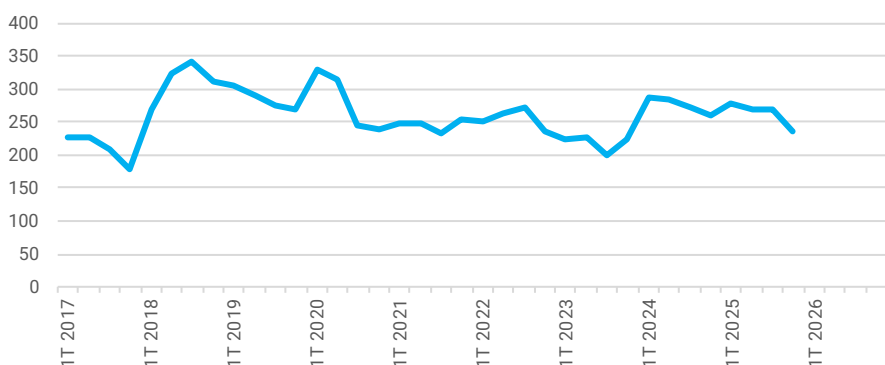
(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Encours de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Avertissements :

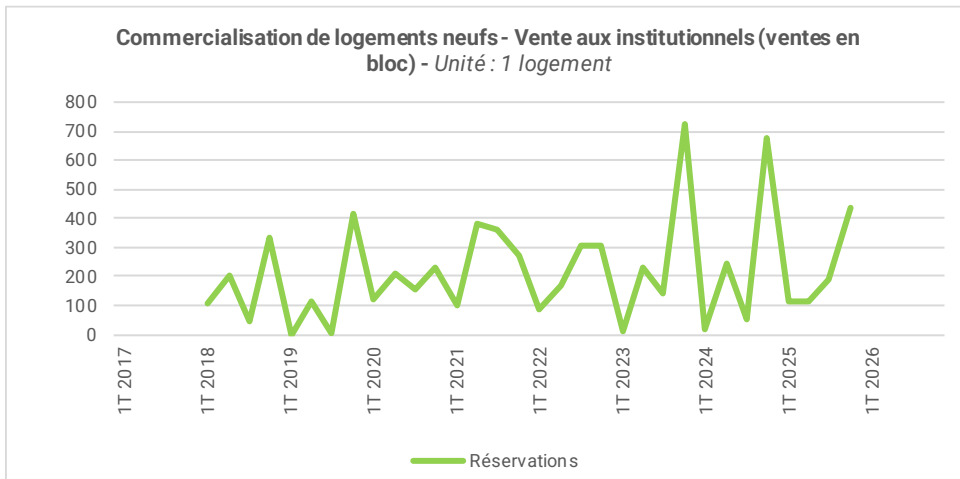
L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

| La commercialisation de logements neufs - ventes en bloc | | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | |
|---|----------|---|---|
| Commercialisation au cours du trimestre | | | |
| Réservations ⁽²⁾ | 435 lgts | -36,2% | ▼ |
| Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres | | | |
| Réservations | 850 lgts | -15,2% | ▼ |

-15,2% ▼
EN 1 AN
RESERV. VENTES EN BLOC
CUMUL 4 TRIM AU 4^e TRIM . 2025 (évo l 1an)
850 lgts

La commercialisation de logements neufs est en forte baisse au 4^{ème} trimestre et c'est donc sur les 4 derniers trimestres une chute de 15,2%.



Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

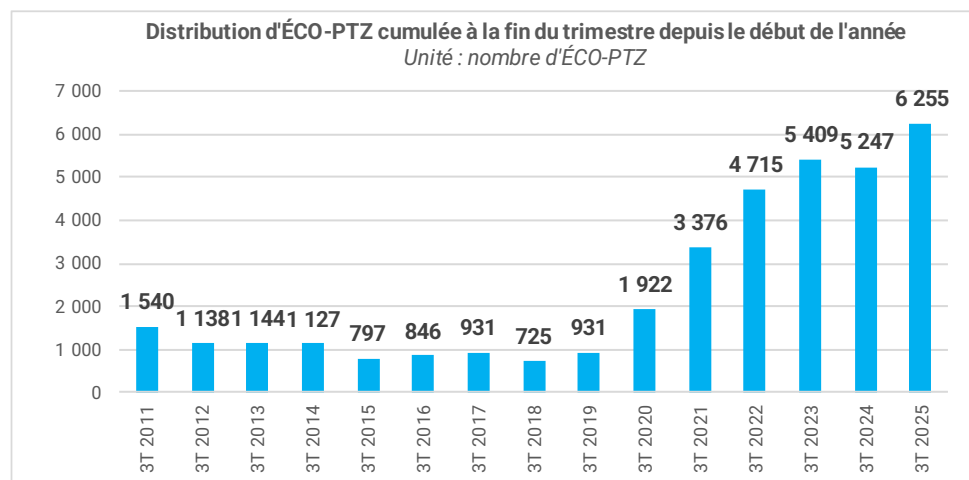
L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | PRÊTS À TAUX ZÉRO

| Travaux liés à l'ÉCO-PTZ | De janvier à la fin du 3 ^e trimestre 2025 Evol 1 an | | |
|--|---|--------|---|
| Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ | 127,42 M€ | +20,6% | ▲ |
| Nombre d'ÉCO-PTZ | 6 255 ÉCO-PTZ | +19,2% | ▲ |

Le volume de travaux réalisés avec un financement Eco-PTZ continue de progresser au 3^{ème} trimestre. Que cela soit en volume ou en valeur la progression est observée autour des 20%, ce qui est une augmentation significative.

+20,6% ▲
DE JANVIER À FIN DU 3^e TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN
127,42 M€



Dans le temps, la hausse de distribution de prêts à taux zéro a été constante depuis 2019, sauf en 2024 avec une baisse observée. L'année 2025 aura permis d'atteindre un volume d'attribution de prêts jamais constaté jusqu'alors grâce à l'important élargissement de ses conditions d'attribution.

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

| Prêts à 0% PTZ+ | 3 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|--------------------------|---|---------|---|
| Dans le neuf | | | |
| Nombre de prêts délivrés | 225 | +492,1% | |
| Dans l'ancien | | | |
| Nombre de prêts délivrés | 505 | +36,9% | ▲ |

n.s.
EN 1 AN AU 3^e TRIMESTRE 2025
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF
225 prêts

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

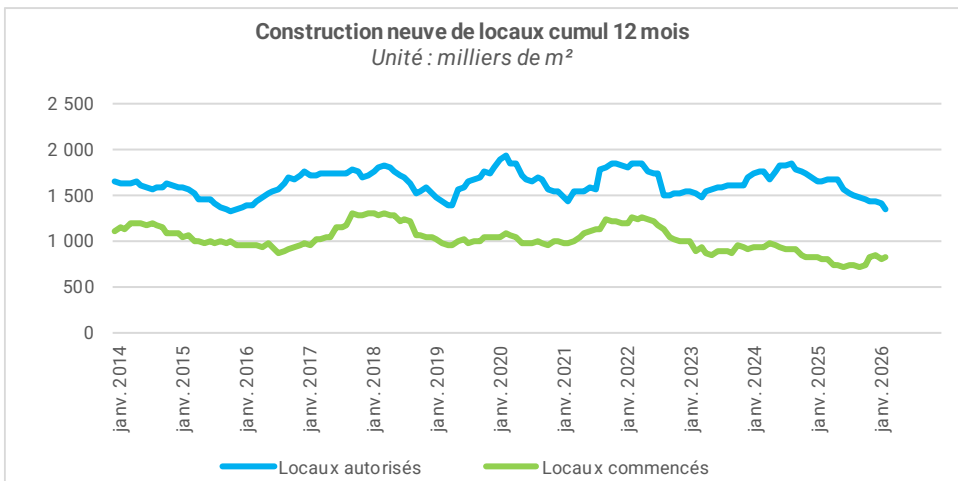
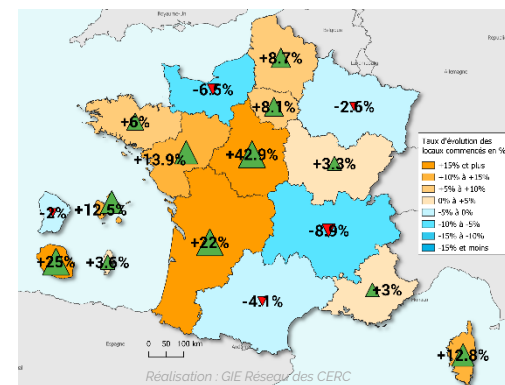
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

| La construction neuve de locaux (date de prise en compte) | Situation à fin février 2026 Evol 1 an | | |
|--|---|--------|---|
| Cumul 12 mois | | | |
| Total locaux commencés | 838 mill. m ² | +3,3% | ▲ |
| Total locaux autorisés | 1 356 mill. m ² | -18,5% | ▼ |



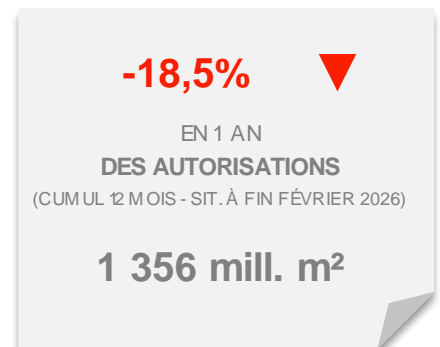
On peut observer avec satisfaction qu'en Bourgogne Franche-Comté la surface mises en chantier de locaux progresse (4 régions en France métropolitaine sont toujours en diminution à ce niveau). Cependant, les locaux autorisés continuent leur chute déjà constatée fin 2025.

Locaux commencés sur 12 mois à fin février 2026
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Globalement, les locaux autorisés restent supérieurs aux locaux commencés sur toute la période, traduisant un décalage entre projets validés et mises en chantier. Après un recul entre 2015 et 2016, les autorisations repartent à la hausse jusqu'en 2018, avant de connaître des fluctuations marquées. Un pic est observé autour de 2021-2022, suivi d'un repli progressif jusqu'en 2026.

Les mises en chantier de locaux suivent une tendance similaire mais avec une amplitude plus faible. Depuis 2022, une baisse plus nette des mises en chantier est visible, suggérant un ralentissement de l'activité réelle. L'écart persistant entre autorisations et démarrages reflète des délais ou des incertitudes dans la concrétisation des projets. Enfin, la fin de période se caractérise par un niveau relativement bas, confirmant un tassement du secteur.



Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

| Locaux mis en chantier (date de prise en compte) | Situation à fin février 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|---|--------------|----------|
| Total locaux commencés | 838 mill. m² | +3,3% | ▲ |
| Bâtiments agricoles | 162 mill. m ² | +25,8% | ▲ |
| Secteur privé non agricole | 503 mill. m ² | -2,8% | ▼ |
| Secteur public | 174 mill. m ² | +4,9% | ▲ |

| Locaux autorisés (date de prise en compte) | Situation à fin février 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an | | |
|---|---|---------------|----------|
| Total locaux autorisés | 1 356 mill. m² | -18,5% | ▼ |
| Bâtiments agricoles | 340 mill. m ² | +7,1% | ▲ |
| Secteur privé non agricole | 735 mill. m ² | -32,6% | ▼ |
| Secteur public | 281 mill. m ² | +9,7% | ▲ |

+3,3% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

838 mill. m²

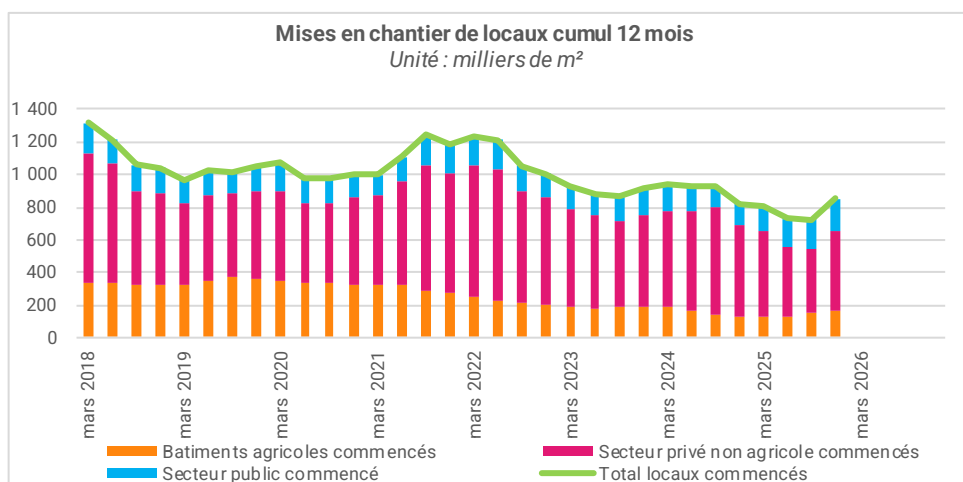
Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sur les douze derniers mois, on observe une progression globale de 3,3 % des locaux mis en chantier, atteignant 838 milliers de m², ce qui reflète une légère reprise dans ce secteur. Les bâtiments agricoles se démarquent avec une hausse remarquable de 25,8 %, soulignant un essor significatif dans ce domaine spécifique. À l'inverse, le secteur privé non agricole affiche un recul de 2,8 %. Le secteur public équilibre le constat avec une hausse de près de 5% des surfaces commencées.

Concernant les locaux autorisés, la tendance est plus contrastée, avec une baisse globale de 18,5 %, totalisant 1 356 milliers de m². Les bâtiments agricoles restent en croissance, avec une augmentation de 7,1 %, confirmant leur vitalité. Cependant, le secteur privé non agricole subit une chute drastique de 32,6 %, un signal alarmant pour les acteurs de ce marché. Le secteur public, quant à lui, continue de progresser et affiche une hausse de 9,7 % pour les locaux autorisés.



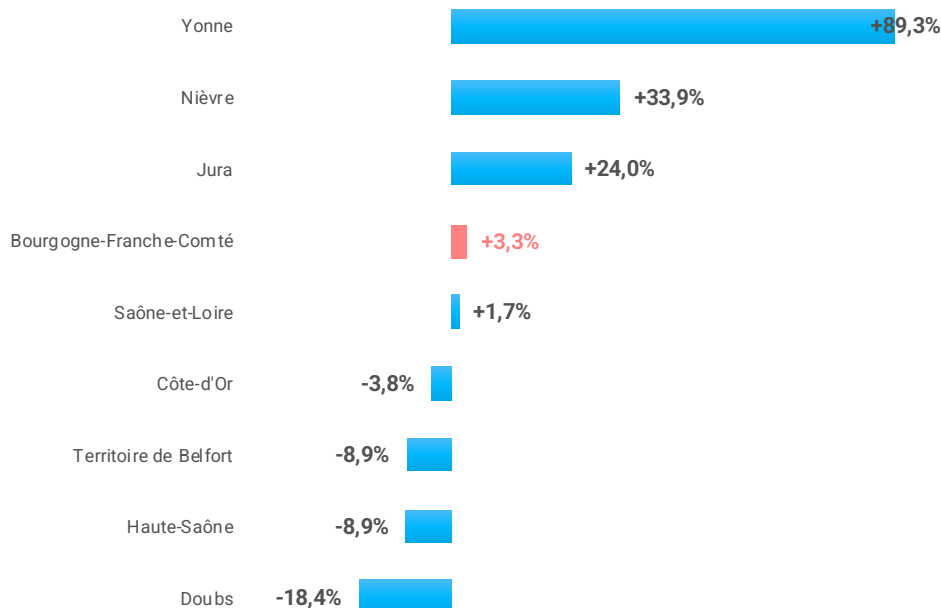
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Les mises en chantier de locaux dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin février 2026

Unité : % d'évolution à 1 an



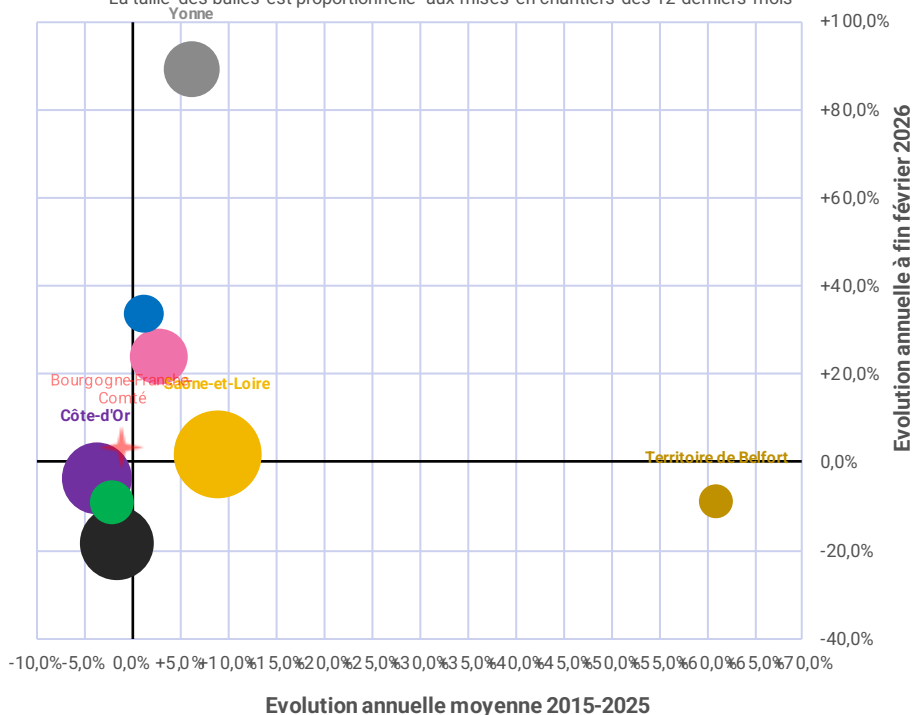
En matière de bâtiment de non résidentiel, la construction neuve de locaux a particulièrement progressé dans 3 départements, l'Yonne, la Nièvre et le Jura sur les 12 derniers mois. L'Yonne est sur une tendance très positive à + 89,3% tandis que la Nièvre et le Jura connaissent des progressions à deux chiffres. De l'autre côté, le Doubs, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort voient se contracter leurs mises en chantier.

Les mises en chantier de locaux

Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2013-2023

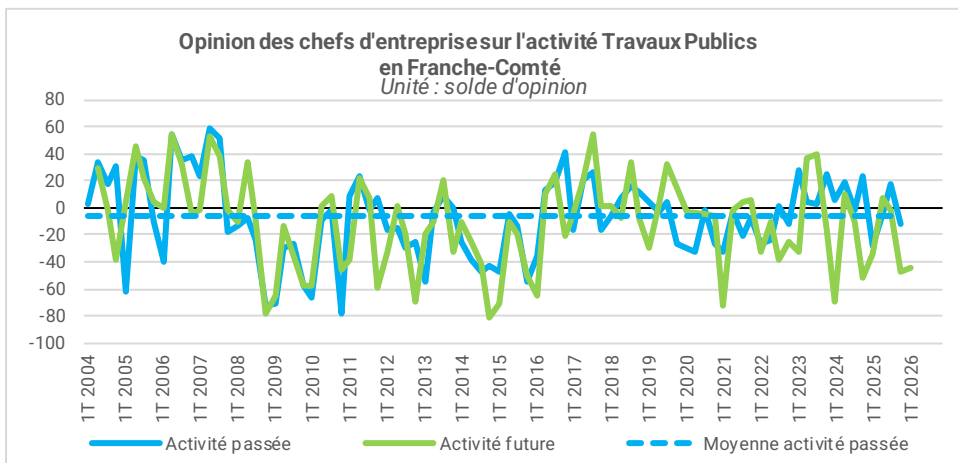
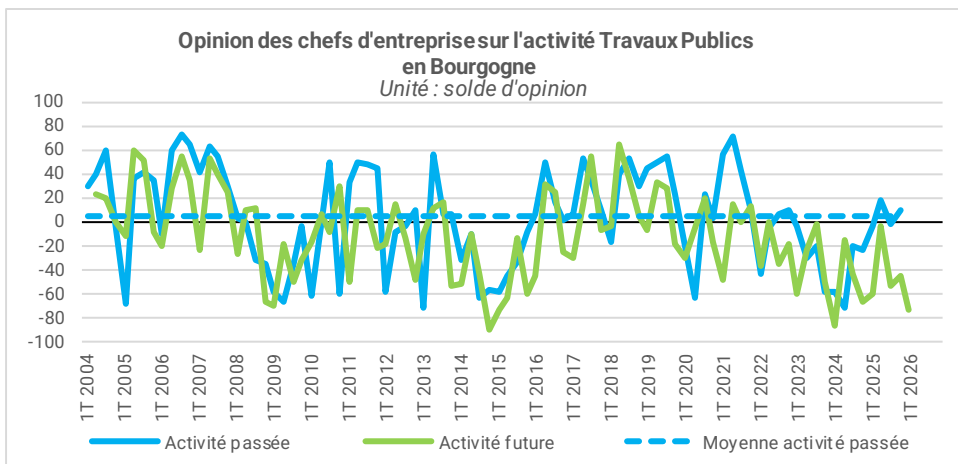
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

| | Bourgogne | | | Franche-Comté | | | | |
|--|--|-----------|----------------------------|--|----------|----------------------------|---|----------|
| | Evolution au 4 ^e trim. 2025 | | Moyenne de longue période* | Evolution au 4 ^e trim. 2025 | | Moyenne de longue période* | | |
| Activité récente ⁽¹⁾ | 9 | ▲ | 1 | -12 | = | -13 | | |
| Prévisions d'activité ⁽¹⁾ | -73 | ▼ | -39 | -44 | ▼ | -31 | | |
| Effectifs futurs ⁽¹⁾ | -19 | ▼ | -11 | -5 | = | -8 | | |
| Carnets de commandes ⁽²⁾ | 4,9 mois | -0,0 mois | = | 4,4 mois | 4,5 mois | +0,2 mois | ▲ | 3,4 mois |
| Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production ⁽³⁾ | 10% | +3 pts | ▲ | 18% | 13% | +5 pts | ▲ | 13% |
| Entreprises citant l'insuffisance de la demande comme contrainte à l'accroissement de leur production ⁽³⁾ | 41% | -10 pts | ▼ | 37% | 55% | +27 pts | ▲ | 36% |

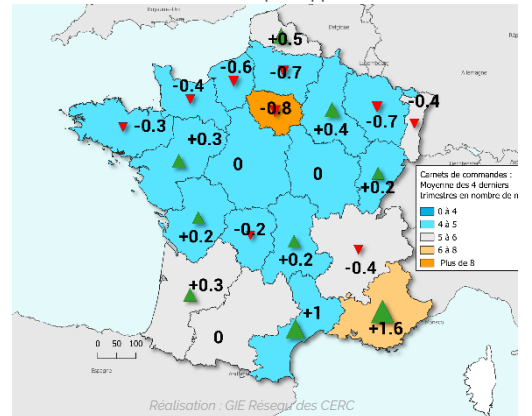


L'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité du dernier trimestre s'améliore en Bourgogne et stagne en Franche-Comté. Cette légère embellie s'accompagne néanmoins d'une inquiétude importante concernant l'activité et les effectifs au T1 2026. L'insuffisance de la demande reste particulièrement citée comme cause d'empêchement d'accroissement de la production.

CARNETS DE COMMANDES

Bourgogne -0,0 mois =
Franche-Comté +0,2 mois ▲

Carnets de commandes au 4^e trimestre 2025
Evolution en nombre de mois par rapport au 4^e trimestre 2024



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

- (1) solde d'opinion (écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse »), évolution par rapport à la moyenne de longue période
 - (2) moyenne des 4 derniers trimestres, en nombre de mois, évolution 1 an
 - (3) % d'entreprises, évolution 1 an
- * Moyenne de longue période depuis 1^{er} trim. 2004 pour le même trimestre.

MATERIAUX | BPE / GRANULATS

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

| | | | |
|---------------------------------------|--------------|--------|---|
| Production de BPE en décembre 2025 | 86 232 m3 | +12,3% | ▲ |
| Prod. de Granulats en décembre 2025 | 1 135 kt | -5,9% | ▼ |
| Production depuis le début de l'année | | | |
| Production de BPE en 2025 | 1 196 574 m3 | -6,4% | ▼ |
| Production de Granulats en 2025 | 17 811 kt | -7,3% | ▼ |

-6,4% ▼

en 2025

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

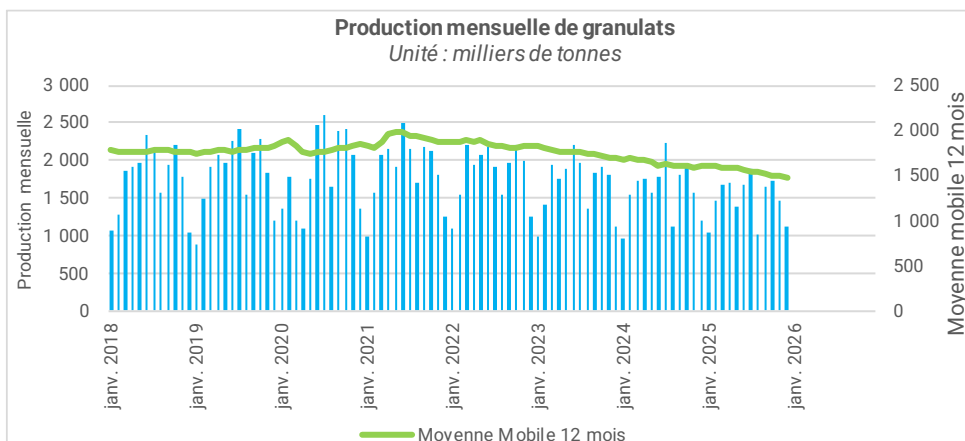
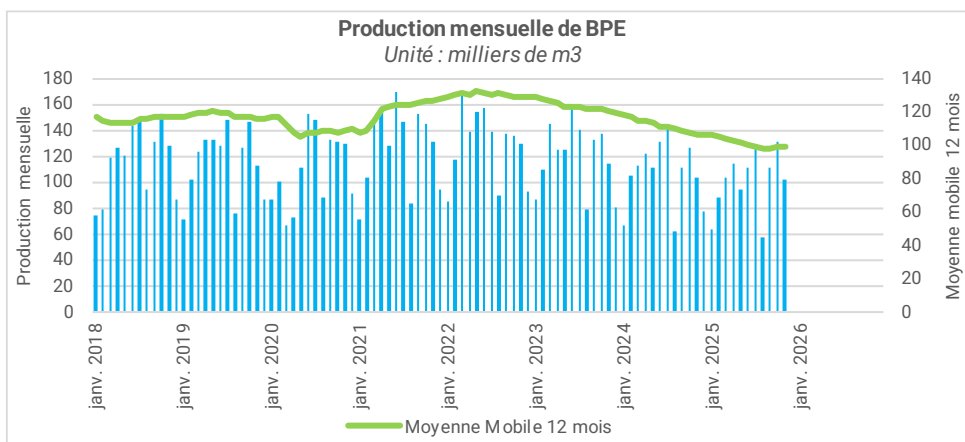
1 196 574 m3

-7,3% ▼

en 2025

PRODUCTION DE GRANULATS
EVOL 1AN

17 811 kt



Sources :

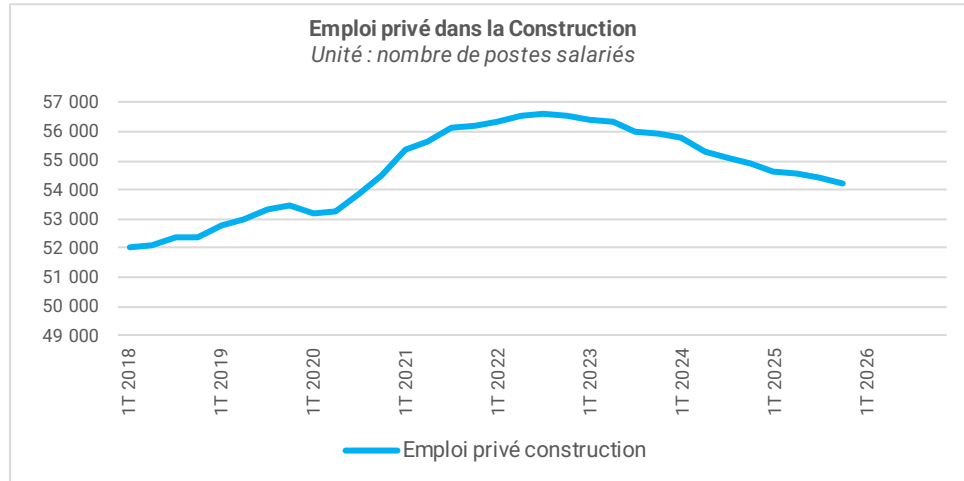
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

La production de Béton Prêt à l'Emploi en décembre 2025 reprend avec une hausse de 12,3% sur un an. La tendance est inverse concernant les granulats puisque sur le même mois en 2024 et 2025 le recul est de près de 6%.

Si on tient compte de l'exercice 2025 dans son intégralité, que cela soit pour les granulats ou le Béton Prêt à l'Emploi, la chute de production est sensible, on est au delà d'une baisse de 6 % pour ces deux matériaux.

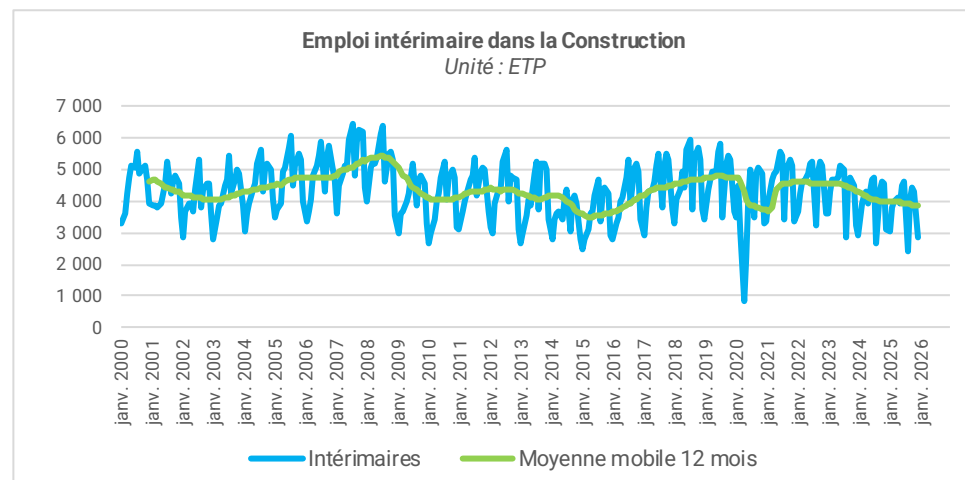
APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

| Emploi salarié dans la Construction (emploi privé) | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-------|---|
| Nombre de postes salariés Construction | 54 207 sal. | -1,2% | ▼ |



L'emploi salarié au sein du secteur de la construction continue à s'infléchir. La région Bourgogne Franche-Comté se situe parmi les régions Françaises où la chute est la plus forte sur le dernier trimestre de l'année 2025. Cette tendance négative est confirmée au niveau de l'emploi intérimaire. Le mois de décembre 2025 a été particulièrement impacté avec une baisse de 7% et on dénombrait alors sur ce dernier mois de l'année 2 881 ETP dans l'intérim.

| Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut) | Décembre 2025 - Evol 1 an | | |
|--|---------------------------|-------|---|
| Intérimaires Construction en Décembre 2025 | 2 881 ETP | -7,0% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2025 | 3 880 ETP | -5,2% | ▼ |
| Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2025 | 3 856 ETP | -3,5% | ▼ |

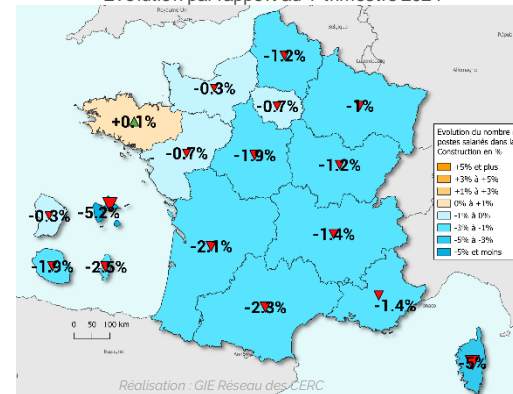


-1,2% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

54 207 sal.

Emploi salarié dans la construction au 4^e trimestre 2025
Evolution par rapport au 4^e trimestre 2024



Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

-5,2% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2025

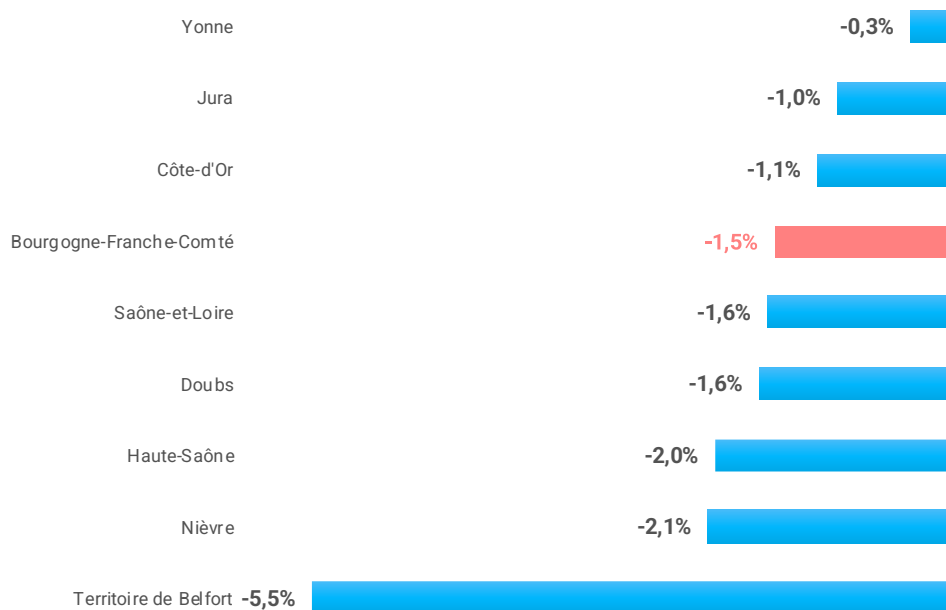
3 880 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ

L'emploi salarié dans les départements moyenne du 1T2025 au 4T2025 / moyenne du 1T2024 au 4T2024

Unité : % d'évolution



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Le Territoire de Belfort enregistre la chute la plus marquée, avec -5,5 %.

Les départements comme la Nièvre (-2,1 %) et la Haute-Saône (-2,0 %) subissent aussi des reculs significatifs.

À l'inverse, la Yonne (-0,3 %), le Jura (-1,0 %) et la Côte-d'Or (-1,1 %) affichent des baisses plus modérées, suggérant une résilience relative.

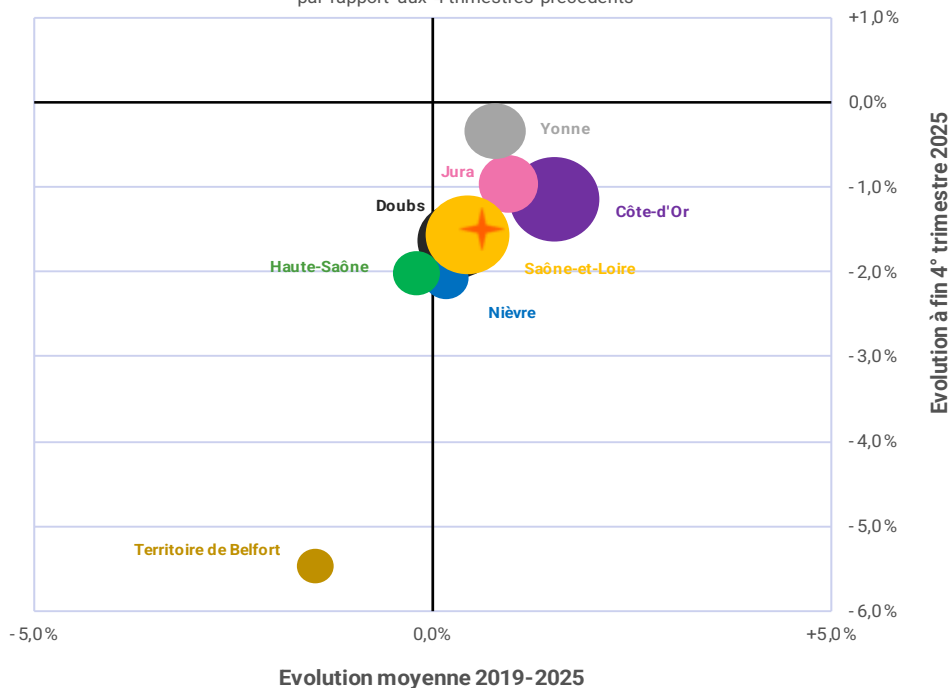
Le Doubs (-1,6 %) partage le même taux que Saône-et-Loire, tout proche de la moyenne régionale.

Ces données soulignent des disparités territoriales, avec des zones plus touchées que d'autres.

L'absence de départements en hausse interroge est significative du recul de l'emploi dans le secteur de la construction.

L'emploi salarié Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

| Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A) | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|--------|---|
| DEFM Construction | 6 930 DEFM | -2,9% | ▼ |
| DEFM tous secteurs économiques | 113 668 DEFM | +6,8% | ▲ |
| % Construction / Ensemble de l'activité | 6% | 0,0 pt | = |

Les demandeurs d'emplois en fin de mois de catégorie A dans le secteur de la construction au 4^e trimestre 2025 sont moins nombreux par rapport au même trimestre de l'année précédente (-2,9 %). Cela ne n'est pas observé pour l'ensemble des secteurs économiques ou la progression de demandeurs d'emplois est significative (+ 6,8%).

-2,9% ▼
 EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
 AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)
6 930 DEFM

Sources :

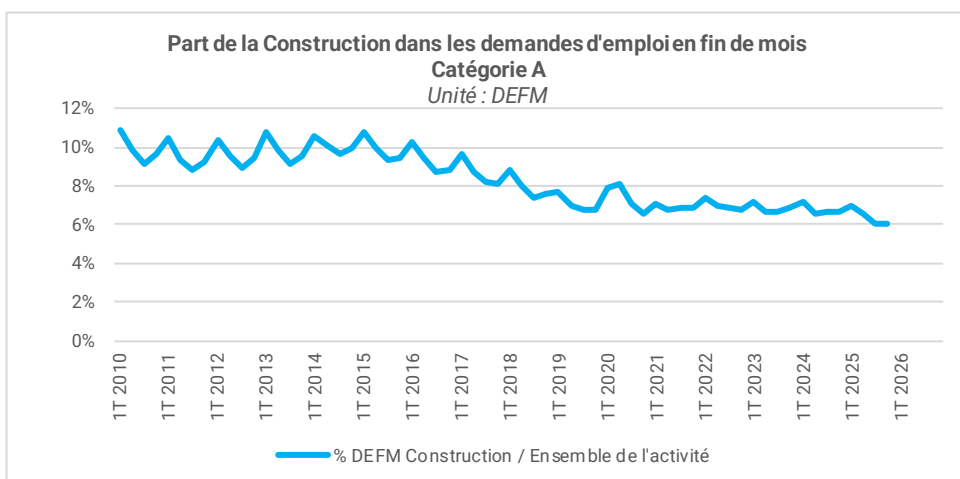
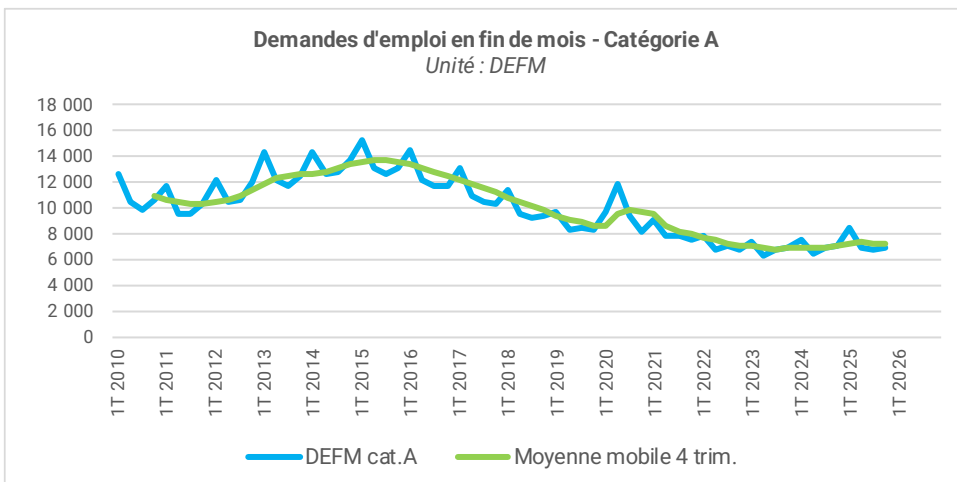
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.

Les données DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois) avec une moyenne mobile sur 4 trimestres, révèle une tendance globale à la baisse après un pic initial. Cette moyenne mobile lisse les fluctuations saisonnières, mettant en évidence une diminution progressive des demandes de 2010 à 2025.

La part de la construction dans les demandes d'emploi affiche une stabilité relative, avec des variations mineures autour d'une moyenne constante, suggérant que le secteur maintient une proportion stable dans le marché du travail local.



APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction | 4° trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|--|-------------------------------|--------|---|
| Créations au cours du trimestre | 669 créations | +18,6% | ▲ |
| Dont créations hors micro-entrepreneurs | 217 créations | +13,0% | ▲ |
| Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres | 2 739 créations | +1,3% | ▲ |
| Dont créations hors micro-entrepreneurs | 957 créations | +0,6% | = |

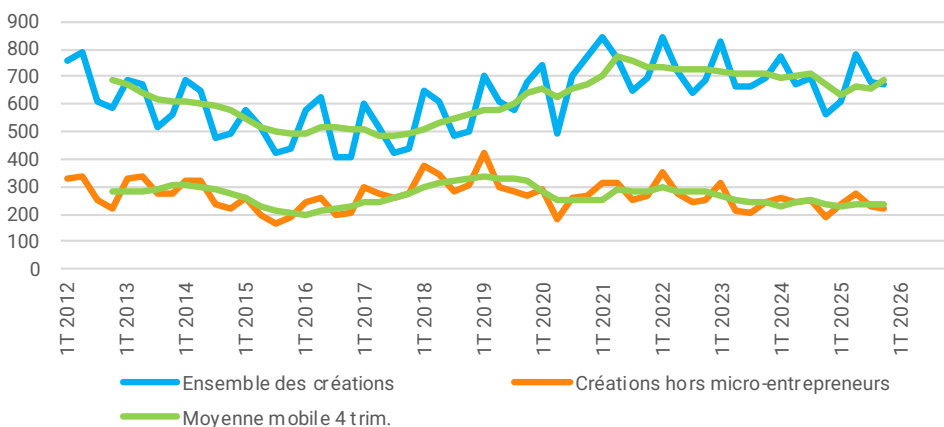
+18,6% ▲
 EN 1 AN
DES CRÉATIONS D'ENTREPRISE!
 AU 4° TRIMESTRE 2025 (évo 1 an)
669 créations

Sources :
 INSEE (données brutes)

On observe une dynamique positive pour les créations d'entreprises dans la construction en Bourgogne-Franche-Comté. Au 4^e trimestre 2025, on compte 669 créations, en hausse de +18,6 % sur un an. Les créations hors micro-entrepreneurs progressent également de +13,0 % (217 créations). Sur l'année, le cumul atteint 2 739 créations (+1,3 %), et croissent également légèrement en excluant les micro-entreprises (+0,6 %, 957 créations).

+13,0% ▲
 EN 1 AN
HORS MICRO-ENTREPRENEURS
 AU 4° TRIMESTRE 2025 (évo 1 an)
217 créations

Créations d'entreprises de la Construction
 Unité : nombre d'entreprises



La tendance globale est à la hausse pour l'ensemble des créations, avec des pics récurrents, notamment entre 2020 et 2022, reflétant peut-être un effet rebond post-Covid. La moyenne mobile sur 4 trimestres (courbe verte) lisse ces variations, confirmant une croissance modérée mais régulière.

En revanche, les créations hors micro-entrepreneurs restent stables, voire en léger déclin, suggérant que la dynamique est principalement portée par les micro-entreprises.

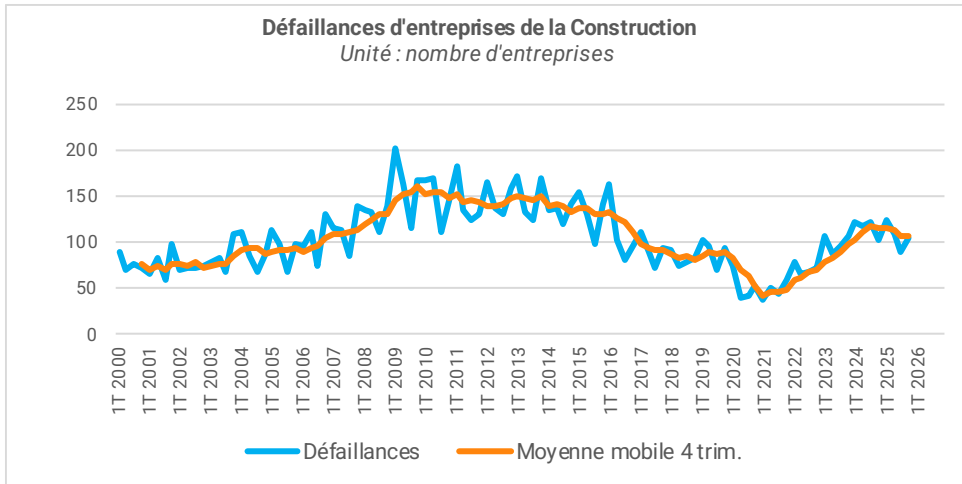
APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

| Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction | 4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an | | |
|---|---|-------|---|
| Défaillances au cours du trimestre | 105 défaillances | +1,9% | ▲ |
| Défaillances cumulées des 4 derniers trim. | 426 défaillances | -8,0% | ▼ |

+1,9% ▲

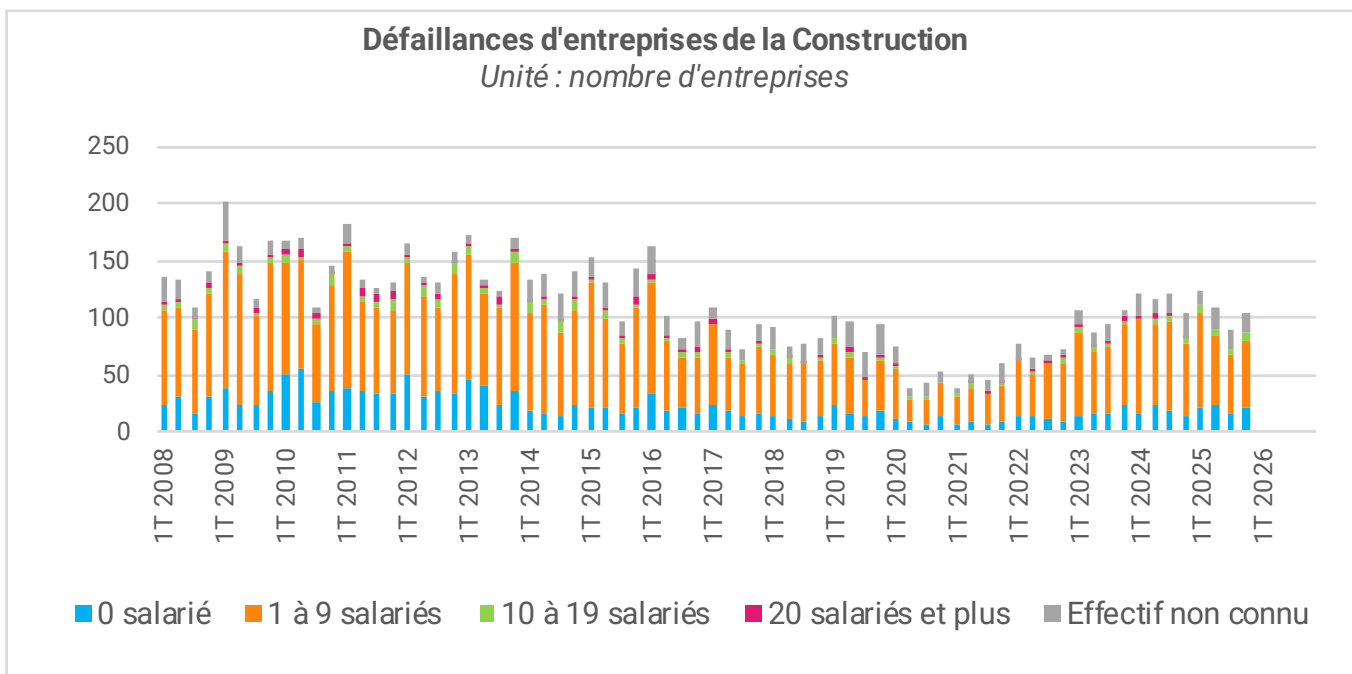
EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

105 défaillances



Sources :
Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



On observe un pic marqué entre 2008 et 2015, avec un maximum autour de 2012-2014, reflétant les conséquences de la crise financière mondiale. Les micro-entreprises (0 salarié, en bleu) dominent largement les statistiques, suivies par les TPE (1-9 salariés, en orange). Les entreprises de 10 à 19 salariés (vert) et 20 salariés et plus (rose) restent marginales, avec des valeurs stables et faibles. La tendance générale montre une baisse progressive après 2015, probablement liée à la reprise économique et aux dispositifs de soutien. Le creux de 2020-2021 pourrait s'expliquer par les mesures exceptionnelles (PGE, chômage partiel) pendant la pandémie de COVID-19. Depuis 2022, une remontée des défaillances est visible, notamment pour les 0 salarié et 1-9 salariés.

Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Bourgogne-Franche-Comté

CERC Bourgogne-Franche-Comté

Centre Opérationnel : Espace coworking, 12 rue de Franche-Comté, Bâtiment C
25480 ÉCOLE-VALENTIN

Siège social : 19 av. F. Giroud | 21000 DIJON

☎ 06 76 17 01 01 – www.cerc-bfc.fr